

Chômage régional

laquelle le ministre serait bien en mal de nous dire s'il y a effectivement des gens qui travaillent dans l'usine en question.

● (2120)

Pour rendre le MEER plus efficace et lui permettre de réussir, il faudrait y apporter toutes sortes d'améliorations. Tout d'abord, il faudrait qu'il se donne un programme universel. Nous ne devrions pas avoir à nous inquiéter de ce que pense le ministre de l'Industrie de l'Ontario, ou si la province veut établir ou non un ministère du Nord, ou si M. Davies aime ou non votre coupe de cheveux. Le ministère devrait être à même de décider s'il doit financer une usine, pourvu qu'elle réponde aux exigences qu'il aura fixées. C'est lui qui établit les conditions et l'entreprise devra s'y soumettre, qu'elle le veuille ou non, car la plupart du temps il y a un accord de signé et celui-ci doit être approuvé à Toronto. Je viens juste de remarquer que le siège social n'est pas à Toronto, comme on l'a dit, mais à Thunder Bay. Le bureau du sous-ministre adjoint est à Thunder Bay non à Toronto.

M. Lessard: Non, il est à Toronto.

M. Peters: Pour le nord de l'Ontario, il est à Thunder Bay.

M. Rodriguez: Oui, c'est exact.

M. Peters: C'est le ministre qui devrait le savoir, non? Si j'étais lui, plutôt que de faire une gaffe, je me tairais.

En plus de pouvoir assurer un programme universel dans tout le pays et particulièrement dans les régions désignées par le gouvernement fédéral comme étant sous-développées, nous devrions être également disposés à faire certains investissements dans l'entreprise. La corporation de développement du Canada a très bien réussi. Peu importe si le ministre n'obtient en retour que 10 ou 20 p. 100, quel que soit le pourcentage, mais il apprendra alors comment l'entreprise fonctionne. Il pourra décider d'y investir davantage. Peut-être cette cartonnerie sera-t-elle un désastre mais peut-être aussi si nous l'avions renflouée au bon moment, aurait-elle réussi. Il est évidemment inutile d'attendre que l'entreprise ait fait faillite et que tous les services tributaires soient touchés, pour, une fois la nouvelle direction en place, lui octroyer de nouvelles subventions et tout recommencer à zéro. La seconde dépense aurait peut-être réussi à maintenir la société à flot, initialement. Mais pour le faire, il faut y mettre des capitaux.

Enfin, je pense qu'il est abolument nécessaire que nous réunissions toutes les compétences du ministère de l'Industrie et du Commerce en matière de vente, nos spécialistes de la mise au point des nouveaux programmes et ceux de la gestion, ainsi que les fonctionnaires de l'expansion économique régionale afin que, lorsque nous lancerons une société avec une grosse subvention de ce ministère, nous puissions leur procurer les autres services leur permettant d'assurer l'exploitation de l'entreprise.

Si le gouvernement voulait faire quelque chose, la Société de développement du Canada irait établir une nouvelle entreprise dans le nord-ouest du Québec et le nord-est de l'Ontario pour prendre à son compte une partie de l'industrie forestière. Les deux régions comptent les faillites à la douzaine. Ce sont les mêmes clients qui achètent les produits des industries de ces régions. Aucune d'elles n'est en mesure d'établir un programme de vente parce qu'elles ne sont pas assez fortes et n'ont ni l'argent ni les connaissances nécessaires. On pourrait leur assurer des moyens de transport et de manutention raison-

nables, et leur trouver des débouchés. Il est inutile de produire du bois d'œuvre si la demande réclame des panneaux de copeaux ou encore il serait stupide de produire des panneaux de copeaux si l'on réclame du bois d'œuvre. Il serait possible d'augmenter immédiatement le prix du bois d'œuvre de \$20, \$30 ou \$40 s'il était possible de contrôler le marché au nom de ces sociétés.

Je ne dis pas que nous devrions étatiser l'industrie du bois. Je suggère simplement au gouvernement de s'associer à ces industries en difficultés afin qu'elles puissent bénéficier de prêts, de services de vente et de conseils de gestion. Je ne pense pas que la limite entre l'Ontario et le Québec puisse être considérée comme un obstacle. Si la société pouvait chevaucher la frontière il n'y aurait d'objection ni dans le nord-ouest du Québec ni dans le nord-est de l'Ontario.

Si le ministre souhaite vraiment aider les Maritimes, par exemple, il constaterait que les problèmes du nord de l'Ontario ne diffèrent pas de ceux de la région du ministre. S'il jette un coup d'œil sur sa région du lac Saint-Jean, il constatera que les problèmes sont les mêmes dans toutes les régions où il n'existe pas d'industrie manufacturière importante. Tout comme la mienne, la région du ministre est une région industrielle. Je pense qu'il devrait examiner comment réussit le programme du MEER.

Le ministère de l'Expansion économique régionale de remplit pas son rôle. La partie supérieure de la vallée de l'Outaouais est, à nos yeux, une région sinistrée. Nous y avons fait des concessions spéciales, nous avons mis sur pied un programme de stimulants. Il est honteux de consacrer tant d'argent à une région pour constater que 32 entreprises sur 62 font inactives au moment où le ministre établit son rapport. Ce rapport n'est pas le mien, c'est celui du ministre. S'il est inexact, je pense que le ministre devrait se lever dès que j'aurai terminé et faire une mise au point en invoquant le Règlement.

Je pense qu'on compatit beaucoup avec les centres comme Toronto, Montréal et d'autres villes industrielles, qui s'étendent à un rythme accéléré et à beaucoup de frais. Montréal n'a pas les moyens de se payer un système d'égout et n'aura certainement pas les moyens de s'en payer un si son expansion continue. La même situation existe à Toronto.

S'il faut diversifier, nous ne devrions pas le faire de façon stupide, en déménageant par exemple les dossiers du ministère des Affaires des anciens combattants à l'Île-du-Prince-Édouard. C'est le moyen de diversifier le plus ridicule qu'on puisse imaginer, monsieur l'Orateur. Ce qu'il faut au Canada, c'est la diversité des services. Nous voudrions que les services rejoignent les gens.

Le rôle du MEER consiste à industrialiser chaque fois que c'est possible les localités qui ont les infrastructures nécessaires et les régions qui sont en sérieuse difficulté parce qu'elles ont perdu leur plus importante, et souvent leur seule industrie. Les Canadiens sont prêts à en assumer les frais. Nous avons dépensé beaucoup d'argent pour les programmes du MEER. Selon moi, nous devons informer le public que cet argent est dépensé de façon contrôlée et seulement quand c'est nécessaire.

Oui, monsieur l'Orateur, je suis tout à fait d'accord avec le ministre quand il prend des risques que les banques et d'autres refusent de prendre. Mais si nous prenons ces risques, il ne faut pas abandonner ceux que nous aidons et les laisser se